

INTERGLOBAL

LIBYE

Sabratha face à l'EI

Maryline Dumas

Cette petite ville de l'Ouest libyen a chassé, en février, les combattants de l'EI qui s'étaient installés sur son territoire. Une victoire qui ne cache pas un autre problème : le déni dans lequel la mairie et les habitants vivaient jusque-là.

Pour arriver à Sabratha, à quelque 70 kilomètres à l'ouest de Tripoli, il faut prendre le bateau ou l'hélicoptère. La route depuis la capitale est en effet coupée par des gangs criminels qui volent les voyageurs. Isolée dans un pays instable, Sabratha doit, en plus, faire face à la menace de l'État islamique, installé en son sein.

La partie visible de l'iceberg est apparue le 19 février dernier. L'armée américaine bombarde une maison de Sabratha. Une cinquantaine de djihadistes, majoritairement tunisiens, et deux diplomates serbes, kidnappés en novembre dernier, sont tués. Des armes et des voitures piégées sont retrouvées. « Le bombardement américain a révélé et exposé le fait que des terroristes se cachaient », indique le maire, Hussein Aldhwadi, qui niait jusque-là la présence de l'Organisation de l'État islamique (EI) sur son territoire. Anouar Ali Abukacem, lui non plus, ne s'en était pas rendu compte. Pourtant l'homme, policier de profession, vit juste à côté du bâtiment détruit par les États-Unis.

200 combattants de l'EI dans le centre-ville

« Je pensais qu'il y avait seulement 7 ou 8 personnes qui vivaient là. On ne les voyait jamais. On n'entendait rien le jour, mais il y avait des bruits la nuit. Je croyais qu'ils réparaient des voitures ou des machines », explique-t-il sans ciller. Ce n'est qu'à la fin de l'entretien qu'il

admettra que le propriétaire du lieu n'est autre que son cousin : « Il est en fuite, personne ne sait où il est. »

Le 23 février, quatre jours après le bombardement américain, 200 combattants de l'État islamique prennent le contrôle, pendant quelques heures, du centre-ville de Sabratha. Ils occupent le quartier général de la sécurité et décapitent douze agents. « Ils contrôlaient les papiers des habitants dans les rues. S'ils trouvaient des policiers ou des militaires, ils les prenaient », raconte un témoin.

Un mode opératoire qui ressemble à l'attaque qui aura lieu deux semaines plus tard, le 7 mars, à Ben Guerdane, ville tunisienne située à 111 kilomètres de Sabratha. « Il est certain que les deux attaques sont liées », estime le brigadier général et chef de la chambre des opérations de Sabratha, Omar Abdeljalil. « Pour moi, ils font partie du même groupe. Aussitôt que les habitants ont vu l'État islamique prendre leur ville, ils se sont soulevés pour la détruire », affirme-t-il.

Ali, le fils de Rabia Mohamed, fait partie des martyrs qui ont combattu l'EI. Âgé de 19 ans, il avait rejoint les brigades de révolutionnaires pour s'opposer à l'organisation. Il a été retrouvé la tête coupée réinstallée à l'envers sur son corps, dans une mise en scène macabre. Rabia, qui fait son deuil derrière un épais voile noir, se dit fière de lui : « Je donnerais mes cinq autres enfants pour combattre les terroristes. Mon fils me manque. Mais certains meurent parce qu'ils ont trop bu ; Ali, lui, est mort dans le droit chemin. »

Aujourd'hui, le brigadier général Omar Abdeljalil estime que 90 pour cent des terroristes ont été arrêtés ou tués. Le maire Hussein Aldhwadi, lui, parle d'une situation sécuritaire « bonne à 60 ou 70 pour cent ».

Il est vrai que la vie a repris normalement dans la petite ville côtière. Cependant, les autorités préfèrent mettre à disposition des journalistes étrangers en visite une escorte armée « par mesure de précaution ». L'optimisme affiché semble donc fragile. D'ailleurs, une simple visite aux quelques check-points qui servent de portes d'entrée à la ville montre que les forces de sécurité ont baissé la garde. Les véhicules à vitres noires ou sans plaque ne sont pas arrêtés systématiquement, comme c'est le cas dans d'autres villes. Pire, à la tombée de la nuit, les gardes semblent se retirer ou, en tout cas, s'éloigner pour prendre un peu de repos.

Insouciance face à l'EI

Un constat qui fait peur, d'autant que Sabratha traîne un lourd passé d'insouciance face à la menace terroriste. En effet, les autorités tunisiennes affirment, depuis plus d'un an, que les auteurs des attentats du musée du Bardo à Tunis, le 18 mars 2015 (22 victimes), et de Sousse, le 26 juin 2015 (38 victimes), avaient été entraînés à Sabratha. À Tripoli, Abderraouf Kara, chef de la puissante brigade Rada (« Dissuasion »), qui tient la prison où sont envoyées toutes les personnes accusées d'être membres de l'EI dans l'Ouest libyen, confirme : « Entre 250 et 300 personnes ont été entraînés là-bas. » Des accusations niées par la municipalité de Sabratha jusqu'au bombardement. En décembre dernier, le conseil local de Sabratha publiait un communiqué niant la présence de l'EI sur son territoire. En janvier dernier, il organisait des visites de presse pour prouver ses dires.

Un homme, pourtant, a tenté d'alerter sur cette présence : Sami El-

Garabli. Le leader de la branche de Sabratha de la Sécurité centrale - un groupe armé réunissant policiers et révolutionnaires - n'est en fait qu'un électricien dans une compagnie pétrolière. El-Garabli a pris les armes en 2011 pour renverser Mouammar Kadhafi. Depuis, il ne les a plus quittées. Refusant d'être qualifié de chef de brigade, il prend part à la sécurisation de sa ville de Sabratha. C'est dans ce cadre qu'il reçoit un appel, en novembre 2015, d'un habitant qui se dit menacé par un Tunisien membre de l'État islamique. Il n'attrapera pas le terroriste, mais le blessera par balle. « C'est à ce moment-là que j'ai commencé à lutter contre Daech », explique celui qui est surnommé « Kraou ». « J'ai été le premier dans la ville. J'ai tenté de discuter avec la mairie. Je suis même allé à Tripoli. Mais personne n'a voulu m'écouter. » Interrogé à ce sujet, le maire de la ville tente une pirouette qui ne convainc pas : « J'ai dit, en janvier, qu'il n'y avait pas de site secret de l'État islamique à Sabratha. »

Un soutien local pour l'EI

Sa position est en fait délicate. Car dénoncer la présence de l'État islamique dans sa ville, c'est reconnaître que celui-ci a reçu de l'aide des habitants. Le brigadier général Omar Abdeljalil le reconnaît : « Il y a un nombre limité de locaux qui ont accepté l'idéologie de Daech. Ils en ont accueilli les combattants, leur ont donné un toit. » Une visite des différentes maisons attaquées par les révolutionnaires confirme cette aide : les bâtiments, rustiques ou bien équipés, isolés ou dans des quartiers résidentiels, sont éparpillés partout dans la ville. Certains terroristes étaient là en famille. Des vêtements et sous-vê-



PHOTO: MARYLINE DUMAS

Le site bombardé par les forces américaines le 19 février dernier se trouve dans une zone résidentielle.

tements de femmes et d'enfants, des jouets jonchent les sols. Mais le brigadier général ne souhaite pas insister sur cette aide locale : « Les terroristes sont arrivés progressivement en tant que travailleurs étrangers. »

Sami El-Garabli, lui, a une autre explication : « Après la révolution de 2011, nous avons voulu aider nos frères syriens. Nous avons envoyé des hommes, des armes là-bas. Nous avons ensuite découvert Daech et arrêté le soutien, mais c'était trop tard. Nos jeunes ont rejoint Daech puis ils sont rentrés. Dans un premier temps, tout était calme, ils ne gênaient pas, alors on les a laissés tranquilles. »

La présence de groupes terroristes à Sabratha remonte en effet à quelques années. En janvier 2014, un couple d'expatriés est tué sur une plage de la région. C'est le premier événement qui aurait pu servir d'alerte. Ensuite, plusieurs Italiens,

qui travaillaient au complexe gazier de Mellitah voisin, ont été kidnappés. À Zouara, la ville voisine située entre Sabratha et la frontière tunisienne, on avoue à mots couverts qu'on ne pouvait pas, jusqu'en février, se permettre de lutter publiquement contre l'EI : « On reste discrets. Quand on arrête des djihadistes, on les remet immédiatement aux autorités tunisiennes. Sinon, il arrive que des habitants de notre ville soient kidnappés pour exiger la libération des terroristes. »

Camps d'entraînement

Sabratha était en fait devenue un lieu stratégique pour les terroristes : « Proche de la frontière tunisienne, la ville leur permettait de se rassembler avant d'être envoyés ailleurs », indique Omar Abdeljalil. Sami El-Garabli approuve, précisant

que deux camps d'entraînement ont été installés à Sabratha, « l'un au sud, à 30 kilomètres du centre-ville, l'autre près de la mer ».

Si la ville a retrouvé son calme, El-Garabli estime que les problèmes sont loin d'être finis. Lorsqu'il arrête des personnes suspectées d'appartenir à l'EI, il les envoie aussitôt à Tripoli : « Sinon, on se ferait attaquer. » Il ne garde chez lui que le menu fretin, comme Marwan, 23 ans, attrapé alors qu'il dessinait des drapeaux noirs : « J'ai découvert l'État islamique grâce à YouTube. Ensuite, j'ai rencontré un de ses leaders à Sabratha par hasard. Il m'a convaincu de les rejoindre. Mais je n'ai pas été entraîné pour le combat, probablement parce que j'ai un problème à la jambe. »

Quelques cadres de l'EI à Sabratha courent encore. « On ne peut pas les attraper, ils sont protégés par de

grandes familles », se plaint Sami El-Garabli qui se sent certes un peu moins seul, mais toujours sans moyens. « Le pire, c'est que rien n'est gagné. Après Daech, il faudra s'occuper d'Ansar Al-Charia. Ils sont au moins une centaine ici et sont bien équipés. Pour moi, c'est le prochain combat. »

Nächste Woche:

Der Stachel im Hintern

Alternative Medien haben es in Luxemburgs Medienlandschaft schwer. Und doch gibt es sie. Eines der jüngeren Projekte heißt onkraut.lu.

